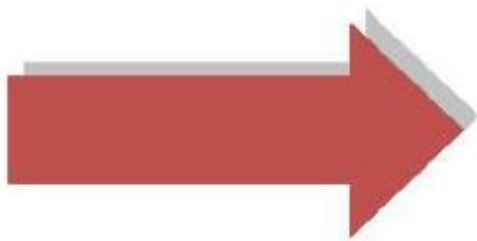




Sénégal : Marchands ambulants et travail décent

Par Hamidou SAGNA

Journaliste à l'hebdomadaire La Gazette, ancien du quotidien Walf, de Syfia, Hamidou SAGNA est également professeur de Lettres. Diplômé de l'École normale supérieure de Dakar, il est licencié en Lettres modernes à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et titulaire du diplôme supérieur de journalisme du CESTI, le Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information. Il enseigne le Français depuis 1991. Hamidou Sagna collabore avec ACP depuis ses débuts. Depuis juin 2012, il représente ACP au Sénégal et dans les pays d'Afrique de l'Ouest.



Analyse

Décembre 2013

Depuis de très nombreuses années, les rues de Dakar sont envahies par les marchands ambulants. Cette réalité revient régulièrement sur le devant de la scène politique sénégalaise où il s'agit d'un enjeu crucial qui peine à trouver une solution durable. Au Sénégal comme dans tous les pays bénéficiant de l'aide internationale, le travail décent est considéré comme un objectif majeur dans la lutte contre la pauvreté. Pourtant, la Belgique ne fait pas du travail décent l'une des priorités de sa coopération avec le Sénégal. ACP revient ici sur une problématique méconnue, récurrente et très directement liée à la question du travail décent et à ses enjeux sur le plan du développement : les marchands ambulants du Sénégal et en particulier de Dakar.

Les rues de Dakar sont envahies par les marchands ambulants. L'État et la mairie de Dakar veulent les *nettoyer* de la ville. Une perspective qui s'annonce difficile, surtout qu'à la dernière Présidentielle, cette catégorie sociale a été fortement courtisée par l'actuel chef de l'État Macky Sall et son prédécesseur, Abdoulaye Wade. À quelques jours de la dernière campagne électorale à l'élection présidentielle, le président de l'Alliance pour la République (APR), Macky Sall, avait rendu une visite éclair aux marchands ambulants du marché Sandaga avec une forte délégation. Celle-ci qui était partie de l'immeuble Sénégal Kébé, a sillonné les artères stratégiques du marché Sandaga, en drainant derrière elle une foule immense de marchands.

La visite avait pris les allures d'un meeting politique. Dès sa descente du véhicule, les marchands ambulants qui s'étaient regroupés autour du président de l'APR¹ en brandissant sa photo, scandaient : « *Macky Sall, Président* ». S'exprimant sur l'objectif de cette visite chez les marchands, Macky Sall expliquait : « *c'est une visite inopinée que j'effectue à Sandaga pour venir voir nos marchands ambulants parce que nous en avons. Nous sommes venus à Sandaga comme n'importe quel Sénégalais* ». (...) « *Je pense qu'un leader politique, c'est avant tout un citoyen qui doit aller au marché, aller à la mosquée, aller partout où besoin est. Aller surtout à la rencontre de nos compatriotes. Je suis prêt, surtout nous sommes sur le terrain politique, sur le champ. Nous nous battons au quotidien pour créer les conditions de l'amélioration de la vie de nos concitoyens. Je pense que nous serons prêt incha Allah en 2012* », avait-t-il expliqué.

À l'époque, l'actuel président sénégalais avait promis de « *donner une dimension particulière au secteur marchand* ». D'abord parce que c'est un secteur très dynamique qui nourrit énormément de monde. Il faudrait régler la question d'abord de l'espace. L'espace des marchés, la sécurité des marchés et aussi l'organisation du commerce. « *Que ce soit le commerce de rue ou de magasin, un coup de pouce sera donné. Une mutualisation sera renforcée pour la prise en charge médicale des commerçants, de leur famille et de manière générale, de ce secteur pour le rendre plus ou moins formel* », avait-il lancé. Il ne croyait pas si bien faire. Car, à l'entre-deux-tours de la Présidentielle, Wade avait, lui, offert 50 millions FCfa (environ 76.500 €) aux marchands ambulants, une catégorie sociale qui s'est révélée comme une véritable force électorale... En 2013, la situation n'est toujours pas réglée et les marchands ambulants se plaignent du manque d'un cruel manque de considération à leur égard.

La vraie histoire des marchands ambulants a dû commencer un certain jeudi de 2007. Le président Wade comme à son habitude s'indigne de l'état de *soukisation* de la capitale. Il convoque le gouverneur de Dakar et lui ordonne de *nettoyer* la ville. Les ambulants réagissent violemment. Aux environs de dix heures, les marchands ambulants commencent à manifester. Telle une *guérilla*, les jeunes commerçants sortent par groupuscules pour attaquer les éléments du Groupement mobile d'intervention (GMI) en faction au garage Petersen et ses alentours. Ils viennent du garage et des rues environnantes et font des attaques furtives avec des jets de pierre avant de se replier très vite. Avant l'*Intifada*, ils ont commencé par brûler toutes les cantines qui étaient à l'intérieur du garage de Petersen que la mairie de Dakar leur avait allouées. C'est ainsi, sous un feu ardent, que toutes ces installations se sont presque entièrement consumées avant que les sapeurs-pompiers interviennent pour éteindre l'incendie. Les forces de l'ordre qui sont venues en nombre suffisant ont, à cet effet, utilisé les gros moyens pour étouffer rapidement la furie de ces jeunes commerçants. Les éléments des GMI en tenue d'émeute, armés de lance-

¹ Alliance Pour la République

grenades et de matraques ont assiégé le garage tout en le bombardant de grenades lacrymogènes. Quelques minutes après, ils ont pu contenir le mécontentement de cette foule de marchands ambulants qui s'est retranchée aux confins du garage et du marché Petersen.

Non loin de cet endroit, notamment sur l'avenue Lamine Gueye qui mène vers le rond-point de Sandaga, c'est une atmosphère fortement morose qui y règne. Cela peut dégénérer à tout moment. Les forces de l'ordre ont pris d'assaut les périmètres à partir desquels les manifestations ont démarré. Armés de fusils lance-grenade, casques bien vissés et visage grave, les policiers se sont postés sur des points stratégiques. Toutes les intersections, grandes rues et carrefour sont assaillis par les forces de l'ordre. Sur les trottoirs et à proximité des cantines² installées régulièrement, des groupes de petits commerçants et de marchands ambulants font grise mine. La plupart d'entre eux palabrent. Ils discutent des événements qui ont embrasé la capitale sénégalaise. Les commentaires vont ainsi bon train chez les commerçants ambulants dont certains jugent les concessions de l'État « insuffisantes ».

C'est le même climat, le même décor qui prévaut, également, à l'avenue Georges Pompidou. Les rues sont vides, une bonne partie des cantines fermées, les gens perplexes. Les commerçants en situation régulière craignent une reprise des échauffourées entre les ambulants et les forces de l'ordre. Retour au rond-point de Petersen. La situation n'a pas sensiblement évolué. Sauf qu'à la place des éléments du GMI, c'est un impressionnant dispositif de l'armée qui se positionne. Aux commandes de ce détachement, un adjoint qui n'a pas voulu un seul instant communiquer avec la presse. Il s'est juste contenté d'indiquer qu' « *on est là pour l'ordre et la sécurité des citoyens et des biens* ». Ce sont deux camions qui ont pris départ de l'état-major des armées situé à Dial Diop. Ils sont sous les ordres du commandant de la zone militaire numéro un, le colonel Antoine Wardini. Ces militaires ont tenu un petit regroupement sous le commandement de leur supérieur qui leur a donné des instructions fermes avant le déploiement sur le terrain (rond-point, devant le garage et les rues situées aux alentours de Petersen). Ils sont en tenue de combat et sont armés de fusil d'assaut (des Fa-Mas ou des M 16).

Au domicile privé du président de la République, Abdoulaye Wade situé au Point E, c'est un camion de la gendarmerie rempli d'agents armés jusqu'aux dents qui est en faction devant la maison, en plus des trois gardes qui y sont postés habituellement tous les jours. Les autorités de l'État et de la mairie de Dakar sont depuis l'éclatement des manifestations en conclave pour trouver des solutions. Face à la détermination des jeunes, elles ont reculé. Le maire de la ville de Dakar et président du Sénat, Pape Diop a annoncé en fin d'après-midi que les marchands ambulants et les petits commerçants peuvent regagner leur emplacement habituel en attendant la fin des fêtes de Tabaski³ et du nouvel an. Il leur a, simplement, demandé de ne pas se mettre sur les trottoirs pour ne pas gêner la circulation. Le maire de Dakar a, en outre, avancé des projets pour recaser dans des sites répertoriés par la mairie et dans des centres commerciaux les ambulants. Il a promis que certains projets seront réalisés en collaboration avec les commerçants. « *Nous sommes en train de lancer des travaux complémentaires à Petersen et à la Foire. Si nous arrivons à faire cinq mille magasins et à y caser des commerçants, ce serait déjà un grand pas* », a-t-il déclaré.

² Les cantines désignent les emplacements ou échoppes des petits marchands à Dakar.

³ Le Tabaski est une grande fête musulmane très célébrée au Sénégal.

Le premier magistrat de la ville de Dakar a beaucoup déploré le problème d'interlocuteur qui se pose avec ces commerçants. L'Association des marchands ambulants du Sénégal et le Groupement des jeunes marchands de Dakar ne sont pas les seuls cadres d'expression des jeunes. Préoccupation exprimée par le maire de Dakar et président du Sénat, Pape Diop qui a demandé que les autres associations se signalent. Il a, ainsi, pu rencontrer une bonne frange de ces marchands ambulants et commerçants. « *Ils ne s'organisent pas. Nous avons un crédit municipal pour le financement de leurs activités, mais il n'y a pas plus de dix marchands ambulants qui y ont ouvert un compte* », a déploré l'édile de la ville de Dakar. Pape Diop a, par ailleurs, souligné des problèmes liés à la saturation du métier d'ambulant. « *Tout le monde ne peut pas faire ce métier. Nous ne pouvons pas prendre 20.000 ou 30.000 jeunes* », a-t-il indiqué.

Les quotidiens du lendemain n'ont pas manqué de stigmatiser la reculade des pouvoirs publics. « *Marchands ambulants au centre-ville : l'interdiction de vente levée* », indique *Le Soleil* rappelant que ces vendeurs déguerpis, « *dans le cadre d'une opération de désencombrement de la ville de Dakar ont été autorisés à regagner les trottoirs pour exercer leurs activités jusqu'après la tabaski* ». L'annonce de la mesure a été faite par Moustapha Mbaye, un leader du groupement national des commerçants ambulants. La déclaration est confirmée par *Le Messenger* qui signale que la mesure de dégel a été prise à l'issue d'une réunion entre le maire de Dakar, Pape Diop, et les représentants des jeunes vendeurs qui ont violemment protesté toute la journée du mercredi et la matinée du jeudi, afin de pousser les autorités à revenir sur leur décision de déguerpissement. « *Révolte des marchands ambulants : Pape Diop éteint le feu mais gagne douze travaux d'Hercule* », constate le journal *Thiey* ajoutant : « *si l'initiative de Pape Diop a eu le mérite de vider la rue de ses émeutiers, l'entreprise de désencombrement de la ville est loin d'être gagnée* ». Le recensement des marchands ambulants préconisé par le maire de la ville pour leur trouver un espace adéquat, commente *Thiey*, « *ne sera pas de tout repos* ». « *Les autorités ont capitulé. La solution transitoire, qui est fixée à l'après tabaski n'est rien d'autre qu'une décision informelle. Comme d'habitude !* », estime *l'Office*. Dans une chronique, *Sud quotidien* écrit : « *Ne tirez pas sur l'ambulance ! Quand l'informel prend le dessus sur la République* ». « *Lendemain d'émeutes à Dakar : cacophonie au sommet de l'État* », écrit *Walfadjri* estimant que « *le maire de Dakar ordonne aux marchands ambulants de regagner leurs places initiales* » alors que « *le ministère du Cadre de vie persiste dans sa volonté de poursuivre les déguerpissements* ».

Cette mesure de suspension du déguerpissement des vendeurs à la sauvette est analysée dans le même sens que la décision du gouvernement sénégalais de revenir sur sa décision de retrait de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique (ASECNA). D'autres journaux présentent des titres d'ouverture qui en disent long sur les commentaires en pages intérieures : « *ASECNA et désencombrement de Dakar : la reculade* », (*Le Matin*), « *La double reculade ! Une brèche dangereuse est ouverte* » (*Walf' Grand-place*), « *Triple reculade de l'État en l'espace d'un mois : (ponction sur les) salaires des fonctionnaires, déguerpissement, ASECNA... ça cafouille !* » (*L'Observateur*). « *Oublié le retrait du Sénégal de l'ASECNA, les marchands ambulants déguerpis à coups de matraques peuvent réoccuper la voie publique* », se désole *Le Populaire*. Anticipant les conséquences de la mesure, *l'Actuel* annonce la riposte des « *grands commerçants prêts à en découdre avec les petits bana-bana⁴* », signalant que « *face à la volonté des ambulants de paralyser leur commerce, les propriétaires de cantines promettent de prendre leurs responsabilités* ».

⁴ Au Sénégal, le terme désigne les petits détaillants.

La volonté de *cantiniser* les ambulants fait partie des projets de l'actuel maire (socialiste) de la ville de Dakar⁵. Selon Moustapha Mbaye, président du Regroupement des jeunes ambulants, la mairie de Dakar a acquis un terrain de 2.900 mètres carrés, situé à Félix Eboué à hauteur de 1,452 milliards en vue d'y recaser 2.300 marchands. Les sites choisis par l'État pour abriter les activités des marchands ambulants se trouvent en banlieue dakaroise (Thiaroye, Colobane, Parcelles assainies) et à Petersen. Pour ce dernier terrain, « *Abdoulaye Wade a octroyé à la ville un terrain de 12.000 mètres carrés* », selon Moustapha Mbaye, par ailleurs coordonnateur de la commission technique chargée du recasement au site de Petersen. « *Les cantines qui seront construites sur ces terrains sont subventionnées par l'État à hauteur de 30 %* », a informé Mbaye. Le site des Allées Papa Guèye Fall où des tentes sont aménagées actuellement est un recasement provisoire. Moustapha Mbaye veut également que la mairie, à défaut de subventionner les cantines construites à Félix Eboué, sur une superficie de 2.900 mètres carrés, leur trouve un partenaire financier. « *Les marchands ne sont pas prêts à payer 200.000 Fcfa pour les cantines et 100.000 pour les tables* », a-t-il averti. Ce qui, à son avis, pourrait retarder la réception.

Une fois les élections passées, la question des marchands ambulants auprès desquels Macky Sall s'était rendu, « *comme n'importe quel Sénégalais* », s'est posée avec toujours autant d'acuité. Fin 2012, la ville de Dakar annonçait en grandes pompes sa décision de « *déguerpir* » les marchands ambulants sur les artères de Dakar à partir du 1 janvier 2013. Suite aux nombreuses menaces brandies par les marchands, les services de Khalifa Sall ont finalement renoncé à l'opération et les marchands continuent d'occuper les lieux. Depuis mai 2013, le maire de Dakar bénéficie désormais du soutien de l'Agence nationale d'appui aux marchands ambulants, l'Anama. Salihou Keïta qui dirige l'agence souligne qu'il souhaite accompagner la Ville de Dakar dans le « *recasement* » des marchands ambulants pour une meilleure insertion socioprofessionnelle et invite tous les marchands à faire preuve de patriotisme et de citoyenneté en coopérant avec la mairie de Dakar.

À ce jour, alors que le travail décent fait l'objet de campagnes de sensibilisation à tous les niveaux, les marchands ambulants, ni les habitants de Dakar, victimes de l'occupation anarchique de l'espace public par les marchands ambulants, n'ont trouvé de solution durable au problème. La perspective des élections municipales l'année prochaine n'arrange rien à l'affaire. Si une solution n'est pas trouvée avant 2014, tout porte à croire que la question des marchands ambulants sera à nouveau un enjeu de campagne électorale. Et rien d'autre !...

Au niveau international, c'est en 2008 que le travail décent a été institutionnalisé dans une Déclaration de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur la justice sociale pour une mondialisation équitable. Le texte précise que le travail décent est *la possibilité pour les hommes et les femmes d'accéder à un travail productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité*. Le travail mené par l'OIT et ses partenaires en matière de travail décent se concrétise depuis lors autour de quatre objectifs stratégiques : la création d'emplois ; le respect, la promotion et la mise en œuvre des droits fondamentaux au travail ; l'extension de la protection sociale et la promotion du dialogue social et du tripartisme (gouvernements, organisations de travailleurs et employeurs).

⁵ Khalifa Sall

Sous la coordination du Ministère de la Fonction publique, du Travail, du Dialogue social et des Organisations professionnelles du Sénégal et avec l'assistance du BIT Dakar et Genève, un premier rapport publié cette année a permis de mettre en évidence les principales tendances des indicateurs du travail décent au Sénégal (période 2000-2011), et de faire un état des lieux de la réglementation nationale dans chacun des domaines du travail décent en rapport avec les normes internationales du travail. Ce rapport constituera un outil essentiel pour assurer le suivi du *Programme Pays du Travail Décent du Sénégal* établi pour la période 2012-2015.

Très concrètement, ce rapport servira aussi et surtout aux travailleurs sénégalais, en ce compris les marchands ambulants de Dakar et tous les acteurs du « secteur informel », d'outil de plaidoyer important pour une meilleure prise de leurs revendications dans la nouvelle *Stratégie Nationale de Développement Economique et Sociale* (SNDES). Il permettra bien sûr d'évaluer les progrès réalisés en faveur du travail décent au Sénégal.

Comme beaucoup d'autres travailleurs sénégalais, les marchands ambulants attendent que leur situation soit sérieusement prise en compte. Ils espèrent qu'un véritable dialogue social cèdera enfin la place aux promesses électorales qui se succèdent et ne débouchent jamais sur rien. Puissent les outils de l'OIT y contribuer.

Le programme indicatif de coopération entre la Belgique et le Sénégal et couvrant la période 2010-2013 (PIC 2010-2013) ne reprend pas explicitement la question du travail décent. L'évolution de la situation au niveau international fait dire à beaucoup d'acteurs du secteur ONG qu'il faudrait que cela change et insistent pour que la coopération belge, au Sénégal ou ailleurs, s'engage davantage sur la promotion de la mise en œuvre de l'Agenda Travail Décent de l'OIT. ACP plaide également en ce sens auprès de ses partenaires.